



HAL
open science

Au chevet du journalisme tunisien ? Fabrique de l'aide étrangère, effets sur la profession et stratégies de réappropriation.

Simon Mangon

► To cite this version:

Simon Mangon. Au chevet du journalisme tunisien ? Fabrique de l'aide étrangère, effets sur la profession et stratégies de réappropriation.. Les Espaces des (im)possibles. Les médias en Afrique du Nord depuis les années 1990., Centre Jacques-Berque, pp.209-238, 2021, 10.4000/books.cjb.2055 . halshs-03807311

HAL Id: halshs-03807311

<https://shs.hal.science/halshs-03807311>

Submitted on 9 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Bachir Benaziz, Abdelfettah Benchenna et Dominique Marchetti (dir.)

Les Espaces des (im)possibles Les médias en Afrique du Nord depuis les années 1990

Centre Jacques-Berque

Chapitre 8 – Au chevet du journalisme tunisien ?

Fabrique de l'aide étrangère, effets sur la profession et stratégies de réappropriation

Simon Mangon

DOI : 10.4000/books.cjb.2055
Éditeur : Centre Jacques-Berque
Lieu d'édition : Rabat
Année d'édition : 2021
Date de mise en ligne : 1 mars 2022
Collection : Description du Maghreb
EAN électronique : 9789920347273



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2021

Ce document vous est offert par Institut français du Proche-Orient



Référence électronique

MANGON, Simon. *Chapitre 8 – Au chevet du journalisme tunisien ? Fabrique de l'aide étrangère, effets sur la profession et stratégies de réappropriation* In : *Les Espaces des (im)possibles : Les médias en Afrique du Nord depuis les années 1990* [en ligne]. Rabat : Centre Jacques-Berque, 2021 (généré le 09 octobre 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cjb/2055>>. ISBN : 9789920347273. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cjb.2055>.

Chapitre 8

Au chevet du journalisme tunisien ?

Fabrique de l'aide étrangère, effets sur la profession et stratégies de réappropriation

Simon Mangon

Le «développement médias¹» est une branche spécifique des politiques de développement dont l'objectif est de soutenir le secteur médiatique d'un pays par une aide extérieure. L'appui aux médias dits «bénéficiaires», qu'il soit financier, matériel ou de type «renforcement des capacités²», est censé «promouvoir l'indépendance, la pluralité et le professionnalisme» (Scott, 2014). Le secteur est investi par un ensemble d'acteurs, allant de grands médias publics européens aux ONG en passant par des fondations privées ou des organisations gouvernementales. Ces structures majoritairement américaines ou européennes mettent en place des programmes d'appui au journalisme dans des pays dits «du Sud», notamment en contexte de «transition démocratique³». La Tunisie, «bon élève» des bailleurs de fonds internationaux depuis plusieurs décennies (Hibou, 1999), n'a pas échappé à ces dispositifs. Depuis le moment révolutionnaire⁴ tunisien de 2011, une

¹ Les acteurs parlent aussi d'«aide», de «coopération» ou d'«appui aux médias». Nous faisons le choix d'utiliser des guillemets pour prendre de la distance avec ces expressions qui invisibilisent les rapports de force et les logiques de domination pourtant à l'œuvre.

² Cette expression renvoie aux activités de formation des membres d'un média par des intervenants extérieurs.

³ Le rôle des médias en période de «transition» fait l'objet de multiples travaux de la part de chercheurs ou d'organisations internationales. Pour une lecture critique, voir Mattelart, 2020.

⁴ Nous privilégions l'expression «moment» ou «situation» révolutionnaire (*Revue française de science politique*, 2012) plutôt que «révolution» pour se démarquer de l'idée d'une vague unifiée d'insurrections motivées par les mêmes causes, et analyser de manière dynamique ces situations politiques, en se penchant sur les interactions entre acteurs.

trentaine d'organisations étrangères spécialisées dans l'appui aux médias multiplient les programmes de formation, les colloques et les subventions. Loin d'être un appui technique neutre, le « développement médias » revêt des enjeux politiques importants. Canal France International (CFI), l'agence française de développement médias, fait partie de ces structures qui ont soutenu des nouveaux médias « citoyens » ou « associatifs » après 2011 afin de renforcer le « pluralisme » et le rôle de la « jeunesse tunisienne⁵ » dans le secteur. La définition de cette stratégie répond à des intérêts politiques plus larges, la structure étant sous la tutelle du ministère français des Affaires étrangères et de la filiale du groupe France Médias Monde, l'acteur principal de l'audiovisuel extérieur français⁶. Cette intervention étrangère dans le champ journalistique tunisien est, selon ses promoteurs, un vecteur de « réforme » d'un secteur marqué par plusieurs décennies de contrôle politique. La profession a été réduite au rôle de porte-parole du pouvoir par les présidents Bourguiba et Ben Ali, qui avaient en commun de réprimer les voix contestataires et d'utiliser la presse pour présenter une image « moderne » de la Tunisie à l'étranger.

Si le moment révolutionnaire de 2011-2012 a bien représenté un tournant en ouvrant largement le secteur à de nouveaux acteurs (Klaus et Koch, 2017), des logiques héritées de l'ancien régime persistent toujours (Klaus, 2017), confortant l'emprise des pouvoirs politiques et économiques sur la profession. Pour les médias qui craignent cette « double dépendance » (Champagne, 1995) à la loi du profit et à l'affiliation politique, l'intensification du soutien d'acteurs étrangers à partir de 2011 est une aubaine pour se prémunir de l'influence de pouvoirs locaux. Il en va ainsi du média numérique *Inkyfada*⁷, créé en 2013 et considéré comme le principal média tunisien d'investigation aux yeux des acteurs étrangers. Né de la rencontre entre d'anciens cyber-activistes militants luttant contre le régime de Ben Ali et d'une nouvelle génération de journalistes, le discours du journal fait écho aux attentes des bailleurs étrangers. Le média *Inkyfada* est loin d'être

⁵ Entretien avec un responsable de projet en Tunisie, janvier 2020.

⁶ L'audiovisuel extérieur de la France, aujourd'hui appelé « France Médias Monde », est un groupe qui coordonne les activités des radios et télévisions détenues par l'État français ayant une diffusion internationale (*Radio France Internationale, France 24, Radio Monte Carlo Doualiya et Canal France International*).

⁷ Mélange de l'arabe *intifada* (إنتفاضة) ou « soulèvement » et de l'anglais *ink* (encre), le projet encourage un « soulèvement par l'encre ».

le seul à recevoir un soutien d'organisations étrangères⁸, mais ces médias dits « non lucratifs » ou « indépendants » sont ceux qui entretiennent les relations les plus denses avec des organisations non tunisiennes. Leur modèle économique repose en grande partie sur ces aides extérieures, ils font partie de réseaux internationaux de médias, les journalistes ont souvent été formés à l'étranger ou par des médias étrangers.

Ce chapitre se propose d'analyser les effets de cette « aide » extérieure sur la profession journalistique en Tunisie en prenant *Inkyfada* comme cas d'étude. Il s'agira donc de retracer le processus de définition d'un modèle journalistique à l'étranger (en France, à travers le cas de CFI), sa diffusion par des programmes d'appui aux médias tunisiens, puis sa réception par les journalistes dits « bénéficiaires ». En réfutant le mythe d'une supposée influence étrangère sur la ligne éditoriale du média, nous faisons plutôt l'hypothèse que ces relations avec des organisations extérieures au champ journalistique contribuent à redéfinir la vision du « bon journalisme » en Tunisie. Ainsi, le journaliste doit être capable d'assurer un ensemble d'activités non éditoriales (recherche de financements, montage de projets, formation, communication) et être en mesure de prouver son « impact » aux bailleurs de fonds. Si « l'aide » étrangère aux médias n'influence pas directement leur ligne éditoriale, elle contribue à transformer la sociologie de leurs membres, les pratiques professionnelles et la conception même qu'ils ont de leur métier. Une autre hypothèse est que la diffusion de ce modèle journalistique ne se fait pas de manière mécanique, mais qu'elle fait plutôt l'objet de stratégies de réappropriation de la part des journalistes qui traduisent les préoccupations des bailleurs selon leurs besoins et conservent ainsi une forme d'autonomie.

Ce travail est à la croisée de la sociologie des médias et de la sociologie des politiques de développement. L'enquête de terrain a été réalisée dans le cadre d'un doctorat à l'IEP d'Aix-en-Provence sur les effets des politiques de « développement médias » en Tunisie et en Jordanie. Les données empiriques ont été récoltées à Tunis et à Paris, elles sont issues d'entretiens biographiques avec les journalistes et les professionnels de « l'aide », d'observations du travail journalistique et d'analyse de documents internes aux organisations.

⁸ La spécificité de l'appui international aux médias en Tunisie est qu'il concerne une grande partie du secteur : médias publics, privés et associatifs, organisations professionnelles, instances indépendantes, institutions publiques.

Description d'un média « bon élève » de l'aide internationale

En quelques années, le journal en ligne *Inkyfada* est devenu, aux yeux des acteurs internationaux du « développement médias », le « bon élève » tunisien capable de répondre aux critères d'excellence professionnelle. Cela s'explique d'abord par sa ligne éditoriale, orientée sur les thématiques prioritaires des bailleurs de fonds internationaux comme les droits de l'homme, la situation des minorités, l'égalité des sexes ou l'écologie. De plus, *Inkyfada* revendique développer le journalisme d'investigation, une pratique professionnelle à laquelle les organisations étrangères attribuent un ensemble de vertus allant du rôle de « chien de garde » de la démocratie à la « responsabilisation des élites politiques ». Enfin, le format du contenu produit, qui allie innovation numérique (infographie, data-journalisme), goût pour l'esthétique (photos de grande qualité, dessins) et valorisation de l'enquête (extraits d'entretiens, récits de terrain), permet de visualiser « l'impact » exigé par les bailleurs de fonds. Au-delà de ces principales caractéristiques, il semble important d'aller plus en profondeur dans la description du journal pour comprendre en quoi il répond aux attentes des acteurs de « l'aide » et avant d'analyser ce que ce soutien extérieur fait à la structure. Dans cette première partie, il s'agira d'étudier la trajectoire historique de *Inkyfada*, les fondements de sa ligne éditoriale, les enjeux linguistiques qui le traversent, la sociologie de ses membres et, enfin, sa position dans le champ journalistique.

La création d'*Inkyfada* à Tunis en 2013 doit être analysée au prisme des récents changements du champ journalistique national. Ce genre journalistique s'est d'abord défini en opposition au « journalisme de complaisance » (Chouikha, 2015) caractéristique de l'étatisation de l'information organisée sous la présidence de Habib Bourguiba (1957-1987), puis de Zine al Abidine Ben Ali (1987-2011). De l'indépendance du pays en 1956 au moment révolutionnaire de 2011⁹, les deux présidents tunisiens ont fait de la presse le porte-parole du pouvoir politique par la répression et la marginalisation de toute voix dissidente. Cette stratégie politique visait à discipliner les pratiques journalistiques et les faire tendre vers la production d'une image « positive » du pays à l'étranger, un élément fondamental du système économique et politique de la Tunisie (Hibou, 1999). La fragilisation

⁹ Il y a bien eu quelques périodes « d'ouvertures relatives » (Chouikha, 2015), notamment entre 1977 et 1985, lors dudit « printemps médiatique », mais le pouvoir politique a toujours gardé la main sur le secteur.

du monopole étatique sur le secteur de la presse a commencé au début des années 2000 par des contestations émanant de la profession¹⁰, l'apparition des premiers médias privés et l'émergence de la cyber-dissidence (Lecomte, 2013). L'héritage du journal *Inkyfada* réside dans la contestation en ligne du pouvoir de Ben Ali, puisqu'une majorité des fondateurs étaient membres de *Nawaat* (en arabe : نواة, ou « noyau »), une plateforme de blogueurs citoyens particulièrement actifs dans la lutte contre l'ancien régime. Ce collectif de cyber-activistes avait notamment publié les vidéos des premières manifestations à Sidi Bouzid et les images violentes à l'hôpital de Kasserine qui confirmaient la sanglante répression organisée par Ben Ali mais passée sous silence par les médias d'État. Le blog collectif est animé par des Tunisiens de la diaspora qui vont s'allier à des activistes installés dans le pays pour couvrir l'actualité politique et ouvrir le débat. Le parcours de l'ancienne rédactrice en chef de *Nawaat*, qui sera ensuite co-fondatrice d'*Inkyfada*, est révélateur de cette progressive professionnalisation. Issue d'une famille de banquiers pro-Ben Ali, elle arrête ses études de finances et se tourne vers les lettres modernes avant d'enseigner quelques années. En 2008, au moment des grèves du bassin minier de Gafsa¹¹, elle s'insurge contre la censure et la répression organisées par le pouvoir politique. Elle décide de briser le silence et commente l'actualité politique sous la forme de billets publiés anonymement sur *Nawaat*. Très active sur Facebook, elle intègre le réseau des militants, avocats et blogueurs installés en Tunisie et lance le « musée virtuel de la censure » pour regrouper toutes les initiatives bloquées par le régime de Ben Ali. Devenue rédactrice en chef après 2011, elle raconte la transformation progressive de la plateforme *Nawaat*.

« On a toujours eu une vraie dynamique militante, notre point commun, c'était les idéaux de liberté d'expression, de transparence, de droits humains, et pas vraiment le journalisme en fait (...). C'est à partir de 2011 que j'ai dû apprendre le métier, ce n'était plus simplement du *blogging*, il fallait bien faire la distinction entre un article d'opinion et une dépêche (...). J'ai commencé à apprendre seule sur internet, et puis j'ai été accompagnée par les journalistes de formation qui sont arrivés ensuite. »

¹⁰ On pense notamment à la grève de la faim particulièrement médiatisée du journaliste Taoufik Ben Brik en 2000, aux mobilisations du syndicat national des journalistes ou, au-delà de la profession, au mouvement du 18 octobre de contestation de la censure lancé par des opposants au régime de Ben Ali en parallèle du Sommet international sur la société de l'information accueilli à Tunis en 2005.

¹¹ Vaste mouvement social qui touche la région minière de Gafsa au sud de la Tunisie pendant six mois en 2008. Première grande mobilisation depuis les années 1980, cet événement est considéré comme le début du processus qui va mener au mouvement révolutionnaire de 2011.

En effet, le journal acquiert progressivement une reconnaissance internationale par l'action de jeunes journalistes diplômés et dotés de capitaux sociaux et culturels, comme cela peut également s'observer dans d'autres sphères du militantisme tunisien post-2011 (Ben Mami, Gobe, 2021). Cette nouvelle génération issue d'écoles de journalisme apporte les « codes professionnels » qui manquaient à la plateforme de blogueurs. L'équipe du journal se scinde progressivement en deux parties, un groupe militant qui veut conserver le format du blog participatif, et un second groupe qui veut professionnaliser la structure et constituer une véritable équipe de rédaction. L'une des journalistes de formation arrivée à *Nawaat* en 2012 décrit ce décalage sur les questions de professionnalisation.

« J'étais l'une des seules à avoir fait une école de journalisme, et j'ai vite senti qu'une grande partie de l'équipe manquait des bases du métier : les questions d'éthique, le recoupage des faits, la nécessité d'avoir plusieurs sources (...). Toute une partie de la rédaction voulait faire du journalisme de qualité, mais cela tirillait avec l'aspect militant, qui était l'ADN de *Nawaat*. »

Inkyfada est le résultat de cette opposition entre deux visions du journalisme au sein de *Nawaat*. Les membres partisans d'un journalisme « professionnel » décident de quitter le groupe et de lancer un nouveau média formé autour d'une équipe de rédaction plutôt que sur des contributions, afin de produire un « journalisme militant mais rigoureux¹² ». Cette trajectoire historique d'un journal héritier de la lutte contre le régime de Ben Ali explique également les fondements de sa ligne éditoriale. L'identité du média s'est construite sur l'ambition de représenter les « sans-voix », de donner un rôle politique au journaliste par l'investigation et de promouvoir des idéaux dits « progressistes ».

Les expressions utilisées par les membres d'*Inkyfada* pour présenter la structure convergent vers l'idée d'un tiers-secteur, c'est-à-dire une voie alternative à l'opposition traditionnelle entre médias publics et médias privés. Les journalistes parlent de média « indépendant », « à but non lucratif », « associatif » ou « de la société civile » pour caractériser cette ambition d'une information produite pour l'intérêt général, plutôt qu'au service d'intérêts économiques ou partisans. Cela se traduit concrètement dans le style d'écriture des journalistes qui veulent rendre justice aux « gens ordinaires » souvent invoqués dans les articles d'*Inkyfada*, présentés comme les victimes d'un système politique qui ne les représente pas. La plupart des

¹² Entretien avec une journaliste, Tunis, octobre 2020.

enquêtes s'appuient sur des entretiens avec des ouvriers, des agriculteurs, des migrants ou des minorités sexuelles. Les journalistes donnent une voix aux « sans voix » (Ferron, 2012) et militent pour une meilleure représentativité de ces franges de la population dans le débat public, à l'image de certains médias privés dans les années 2000 en Égypte (Benaziz, 2015). On pourrait supposer que les revendications populaires de 2011 pour une plus grande « justice sociale » (Hmed, 2016) ont eu un écho dans le champ journalistique, *via* la promotion de ce genre journalistique qui se fait le défenseur des classes populaires. L'environnement social dans lequel s'inscrit l'équipe d'*Inkyfada* va dans ce sens puisque les journalistes collaborent fréquemment avec des associations locales ou internationales beaucoup plus qu'avec des médias tunisiens. Ainsi, plusieurs enquêtes ont été réalisées en partenariat avec Amnesty International ou Avocats sans frontières, des coopérations sur des questions juridiques sont fréquentes avec l'association tunisienne Bawsala¹³ ou sur des questions plus thématiques comme avec différents groupes militants LGBT+. Une membre du journal décrit l'ancrage du journal dans cet environnement social.

« Les associations sont à la fois des sources d'information et des partenaires sur certains sujets, on navigue dans un tissu associatif, l'environnement de la société civile, cela nous permet d'avoir certaines informations et de valoriser leur travail. »

À cette ambition de représenter les franges populaires s'ajoute une volonté de donner au journaliste un rôle politique de lutte contre toute dérive ou concentration du pouvoir. Dans un espace journalistique national qui n'est pas à l'abri d'une restauration des logiques autoritaires (Klaus, 2017), le journalisme d'investigation est présenté comme un « contre-pouvoir » qui lutte contre « l'impunité et l'opacité des pouvoirs en place¹⁴ ». Il fait émerger la figure du journaliste-justicier (Benaziz, 2015) qui révèle ce qui est caché et combat les injustices. En ce sens, ce genre journalistique se place dans une posture de dénonciation et contribue à politiser certaines thématiques (environnement, santé, transports) souvent traitées selon une vision déconflitualisée (Nollet, Schotté, 2014) par les médias traditionnels. Ainsi, les enquêtes sur la pollution à Gabès (Lac, 2019), les conditions d'hygiène dans les hôpitaux tunisiens (Zbiss, 2019) ou les accidents de train (Rédaction *Inkyfada*, 2010) pointent du doigt la responsabilité de

¹³ *Bawsala*, ou « boussole », est une association tunisienne de veille du travail législatif et exécutif, fondée en 2011.

¹⁴ Site *Inkyfada*, « À propos », <https://inkyfada.com/fr/a-propos/>

groupes privés ou de l'État (*Inkyfada*, 2019). Les journalistes s'emparent aussi de ce qui est communément appelé les « affaires politiques », qui sont généralement le résultat de collaborations au sein de réseaux internationaux d'investigation. Ainsi, *Inkyfada* est le seul média tunisien à participer aux *Swiss Leaks* (Sbouai, Khadraoui, 2015) pour révéler des cas de fraude fiscale en Tunisie, puis aux *Panama Papers* (Sbaoui, Khadraoui, 2016) en dénonçant la création de sociétés *offshore* par des hommes politiques tunisiens¹⁵. Les journalistes « d'investigation » construisent leur légitimité professionnelle par la revendication des principes dits « traditionnels » du métier : l'objectivité, l'impartialité, la distanciation. Cela s'illustre notamment dans le style d'écriture : les reporters n'apparaissent jamais dans le récit, ils tentent de donner la parole sans se mettre en scène ou donner leur opinion. La « modernité » d'*Inkyfada* serait caractérisée autant par les pratiques journalistiques que par les idéaux qui l'animent. Ainsi, les journalistes se revendiquent d'une approche « intersectionnelle¹⁶ », à la fois « décoloniale » et « féministe », dont le but est d'analyser les « causes structurelles » des problèmes qui touchent la société tunisienne. Cette dimension militante se traduit également dans la manière d'écrire puisque la rédaction a fait le choix de l'écriture inclusive depuis plusieurs années.

La question de la langue est justement capitale puisqu'elle dit beaucoup sur le public visé ou sur le message transmis par le journal. *Inkyfada* publie en trois langues : le français, l'arabe et l'anglais. La grande majorité des articles sont écrits en français puis traduits dans les deux autres langues. En novembre 2020, seulement deux des neuf journalistes qui composent l'équipe de rédaction écrivent en arabe, et ils n'ont été recrutés que récemment. La rédaction arabophone du journal a toujours été très faible et limitée à la traduction des publications en français. Cela s'explique, selon les responsables du journal, non seulement par les lacunes du système tunisien de formation au journalisme, mais aussi par le manque de ressources humaines internes pour accompagner les jeunes recrues à la publication en arabe. Enfin, la version anglaise a été lancée en 2020 et reste principalement constituée d'articles traduits du français. Une des membres de la rédaction souligne cette prédominance de la langue française et ses limites vis-à-vis du public.

¹⁵ La participation du journal à ces enquêtes internationales se résume à l'analyse des bases de données récoltées par le consortium afin d'y trouver des informations reliées à la Tunisie et pouvant déboucher sur la révélation « d'affaires ».

¹⁶ Entretien avec plusieurs journalistes, Tunis, novembre 2020.

« On est clairement un média francophone, ça se voit dans nos publications, on produit et on travaille beaucoup plus nos articles en français qu'en arabe (...). Pourtant, je vois bien, les articles en arabe sont plus lus et partagés. »

Les responsables du journal sont bien conscients des limites de l'usage quasi exclusif du français pour un média qui se veut le porte-parole des classes populaires qui, elles, parlent et lisent peu le français. Pour répondre à ce décalage, ils ont notamment créé les « podcasts Inkyfada », des séries de documentaires sonores en arabe tunisien traitant de sujets politiques comme l'anniversaire du 14 janvier 2011 (date symbolique de la révolution et du départ de Ben Ali), les mobilisations sociales à El Kamour ou le mouvement *Ena Zeda* (« *Me too* » en arabe tunisien). Les podcasts sont construits sur des témoignages plutôt que sur une enquête journalistique, l'arabe tunisien est alors la langue privilégiée pour que les gens « se confient, partagent leurs émotions ou leurs souvenirs¹⁷ ». Selon la même logique d'élargissement du public, certaines enquêtes publiées en français sont lues en dialecte tunisien pour les rendre accessibles aux non francophones, aux gens qui ne lisent pas ou aux malvoyants. Malgré ces initiatives, le français reste la langue prédominante, et cela s'explique notamment par la sociologie des membres de la rédaction.

En novembre 2020, l'équipe d'*Inkyfada* était composée d'une trentaine de personnes employées à plein temps : deux à la direction, neuf dans l'équipe de rédaction, quatre à la gestion des projets de l'association Al-Khatt¹⁸ et une quinzaine de développeurs et graphistes au « Lab¹⁹ ». Nous nous intéresserons ici aux profils des membres de la rédaction. La grande majorité sont des femmes (n = 7), âgées de 20 à 35 ans, de nationalité tunisienne (n = 2), française (n = 1) ou des deux nationalités : française et tunisienne (n = 4). Elles maîtrisent toutes parfaitement le français, qui est leur langue maternelle ou privilégiée pour l'écriture, et le dialecte tunisien, mais très peu maîtrisent l'arabe classique. En novembre 2020²⁰, plus de la moitié de l'équipe de rédaction a grandi en France. De parents tunisiens, ces jeunes journalistes rendent visite chaque année à leur famille en Tunisie, parlent parfois le

¹⁷ Entretien avec la responsable des podcasts Inkyfada, Tunis, novembre 2020.

¹⁸ *Al Khatt* (La ligne) est une association tunisienne créée en 2013 qui héberge le journal *Inkyfada*. Le statut associatif a été privilégié car il permet de recevoir des financements étrangers et de mener des projets de formation au journalisme.

¹⁹ *InkyLab* est le laboratoire informatique rattaché au journal. Les développeurs conçoivent des produits utilisés par la rédaction ou vendus à des clients extérieurs.

²⁰ Ces chiffres sont à analyser avec précaution puisque la composition de l'équipe du journal est en constante évolution.

dialecte à la maison ou prennent des cours d'arabe. Après leurs études supérieures en France (écoles de journalisme, études en langue ou en sciences humaines), elles décident de réaliser une expérience professionnelle en Tunisie. Certaines la présentent comme un moyen de « se connecter au pays des parents », d'autres comme une manière de « voir la révolution de près ». Plusieurs d'entre elles prennent des cours d'arabe classique en arrivant à Tunis avant de réaliser un stage ou une pige à *Inkyfada* avant d'être recrutées. Le départ pour l'autre côté de la Méditerranée est parfois mal compris par les parents tunisiens restés en France, comme le souligne une des journalistes.

« Ma mère n'a pas compris le fait que je veuille travailler en Tunisie, elle m'a dit : « Mais pourquoi tu veux aller là-bas ? Regarde tout ce que la France t'offre et toi tu veux partir ? » (...) Je crois qu'ils ne comprennent pas parce que c'est le schéma inverse qui se produit, ils ont dû quitter le pays à 20 ans pour rejoindre la France, et moi je fais l'inverse. »

La mobilité professionnelle en Tunisie est aussi source de questionnements et de doutes pour ces jeunes femmes journalistes formées en France. La plupart d'entre elles, n'ayant pas vécu dans le pays, s'interrogent sur leur légitimité à exercer en Tunisie. Lors de leurs reportages, certains interlocuteurs leur renvoient parfois le fait qu'elles parlent mal le tunisien ou qu'elles ne comprennent pas les enjeux locaux. Ce décalage entre une partie de l'équipe de la rédaction et ses sources, ou le public de manière générale, est un indice de la position d'*Inkyfada* dans le champ journalistique tunisien.

S'il apparaît comme le « bon élève » des acteurs internationaux, le média *Inkyfada* reste marginalisé au sein du champ journalistique tunisien. Ainsi, il ne fait pas partie de la liste des sites d'information « crédibles et intègres » publiée par la Fédération tunisienne des directeurs de journaux (FTDJ) publiée en avril 2020 (*Webmanagercenter*, 2020). Les sites absents de cette liste sont accusés de « propager des articles de propagande, de diffamation et de dénigrement à l'encontre d'une ou de plusieurs parties politiques » et de « ne pas respecter les normes de la profession ». Le journal a également été décrié par des acteurs politiques et journalistiques, notamment lors de sa participation à l'enquête internationale des *Panama Papers*. Après la « révélation » de l'implication d'hommes politiques et d'hommes d'affaires tunisiens dans les affaires du cabinet Mossack Fonseca, le média a été piraté, mais il a aussi fait l'objet de critiques venant de la profession. Des confrères lui reprochaient d'agir selon un agenda politique guidé par des financements étrangers, de privilégier la logique du scoop à la rigueur professionnelle ou de ne pas partager les informations des *Panama Papers* avec d'autres médias tunisiens (Bahloul, 2016). La médiatisation de l'affaire révèle une double

logique, celle de la consécration d'*Inkyfada* comme un média d'investigation légitimé dans son activité par les attaques politiques dont il fait l'objet, et d'une structure critiquée dans l'espace journalistique national. Enfin, la question de l'audience ajoute également à la marginalisation du média numérique qui touche principalement des jeunes âgés de 25 à 45 ans, avec un haut niveau d'éducation et majoritairement habitants de Tunis, Sousse ou Sfax, les trois plus grandes villes du pays (Foroudi, 2020).

L'aide aux médias comme un instrument de politique extérieure

Après s'être intéressé aux caractéristiques d'un média particulièrement soutenu par des acteurs étrangers, il convient maintenant de « remonter » la chaîne de l'appui aux médias en étudiant les structures qui mettent en place ces dispositifs. L'objectif de cette seconde partie est d'analyser les logiques de production de « l'aide » étrangère aux médias tunisiens. Pour cela, nous formulons l'hypothèse que ces activités de soutien sont des instruments de politique extérieure des États financeurs. Il s'agit en effet pour eux de promouvoir un certain modèle journalistique, d'identifier des partenaires locaux capables de le diffuser, de mettre à l'agenda certaines thématiques, de faire du plaidoyer auprès des autorités politiques pour réformer le cadre législatif. Cependant, cet espace de « l'aide » étrangère aux médias tunisiens est loin de représenter un tout homogène, étant plutôt mû par des agendas variés et des rapports de force mouvants. Dans un premier temps, il s'agit de restituer l'écosystème des différents acteurs intervenants dans ce secteur en Tunisie en étant attentif aux nuances entre approches nationales. Dans un second temps, nous nous concentrerons sur le cas de l'agence française de développement médias (CFI) pour comprendre ses activités.

L'espace du « développement médias » en Tunisie

L'instrumentalisation du soutien à la presse comme un outil de politique extérieure n'est pas nouvelle. L'empire espagnol appuyait financièrement le développement de journaux pro-empire dans ses colonies d'Amérique latine au XVII^e siècle, et les États-Unis encourageaient l'émergence de nouveaux médias pendant la Guerre froide en prônant la « liberté d'expression » face au « communisme » (Lugo Ocando, 2018). Aujourd'hui, ces interventions étrangères dans un champ journalistique national sont légitimées par des standards internationaux (les objectifs de développement durable de l'ONU,

les priorités de l'Union européenne) ou au nom de valeurs prétendument universelles (liberté d'expression, pluralisme, droit à l'information et à la participation au débat public). Ces dispositifs reposent généralement sur l'idée que l'appui aux médias est un vecteur de « développement » ou de « démocratisation » d'une société (Scott, 2014). Depuis plusieurs décennies, mais surtout depuis 2011, la Tunisie a été particulièrement concernée par des politiques étrangères de « coopération », notamment dans le secteur des médias. Considéré comme « l'exception » d'un supposé « autoritarisme arabe » (Camau, 2018) après le moment révolutionnaire, le pays est devenu le principal bénéficiaire de l'aide européenne avec une aide financière avoisinant les 3,5 milliards d'euros entre 2011 et 2016²¹. Le secteur médiatique n'a pas échappé à cette euphorie étrangère pour le « modèle tunisien », même s'il est marginal par rapport à la sécurité, la gouvernance ou la justice. À titre d'exemple, 51 programmes ont été mis en place par des acteurs étrangers en Tunisie uniquement sur l'année 2011²². Pour comprendre les effets de ces interventions sur l'univers journalistique national, il convient d'étudier cet écosystème en détail.

L'espace du « développement médias » en Tunisie est composé de différents types d'acteurs (bailleurs de fonds, opérateurs de mise en œuvre, partenaires locaux) de nationalités différentes. Les principaux bailleurs de fonds sont les États-Unis, l'Union européenne et certains de ses États comme la France, l'Allemagne ou la Belgique ainsi que les États scandinaves²³. Les organisations étrangères qui réalisent ces programmes d'appui sont principalement françaises, allemandes, britanniques, danoises ou suisses²⁴. Elles peuvent être de statuts différents, allant de l'ONG à la fondation politique en passant par l'agence publique de développement ou le département d'un média public. Ces structures peuvent être spécialisées

²¹ https://www.euromesco.net/wp-content/uploads/2018/04/EuroMeSCo-Joint-Policy-Study_EU-Tunisia-Partnership.pdf

²² Tableau récapitulatif des appuis au secteur médiatique tunisien apportés par les bailleurs de fonds internationaux, publié par le Service européen pour l'action extérieure : <https://docplayer.fr/8587553-Tableau-recapitulatif-des-appuis-au-secteur-mediatique-tunisien-menes-par-les-bailleurs-de-fonds-internationaux.html>.

²³ D'autres États étrangers ont investi l'espace journalistique tunisien dans une moindre mesure ou de manière beaucoup moins transparente. La Chine et le Japon ont mis en place quelques projets auprès de médias publics, la Turquie et le Qatar soutiendraient plusieurs médias considérés comme « islamistes » selon les rapports de la HAICA.

²⁴ La grande majorité de ces organisations sont européennes et américaines. L'institut de formation de la chaîne *Al Jazeera* mène quelques projets depuis Doha, mais il ne possède pas de locaux dédiés à la formation à Tunis.

dans le secteur des médias ou généralistes, elles sont indépendantes ou affiliées à un parti ou un ministère. Pour mettre en place les activités financées par leurs bailleurs, ces organisations s’allient avec des partenaires locaux, allant des ministères aux associations de la société civile en passant par les organisations professionnelles ou les instances indépendantes.

Le principal domaine dans lequel elles interviennent est celui de la formation au journalisme, afin de promouvoir des « bonnes pratiques » et diffuser un modèle de journalisme « professionnel » défini selon leurs critères. Pour se rendre compte de la mise à l’agenda de certaines pratiques et thématiques, le cas du Centre africain de perfectionnement des journalistes et des communicateurs (CAPJC) est révélateur. Proposant des formations professionnelles à des journalistes tunisiens et plus généralement africains, ce centre est devenu le principal partenaire des organisations étrangères depuis sa création en 1983 et particulièrement à partir de 2011. Bien que sous la tutelle du chef du gouvernement, le centre dispose d’un faible budget, ce qui le contraint à faire appel à des partenaires extérieurs pour financer les formations. Par conséquent, le programme de ces formations est largement défini par les priorités des bailleurs de fonds internationaux. L’analyse des transformations du curriculum et des intitulés des formations de 2000 à 2015 permet de mettre en lumière les principales caractéristiques du modèle professionnel promu par les bailleurs (tableau 1).

Tableau 1

Nombre et intitulé des formations du CAPJC de 2000 à 2015

	2000	2005	2011	2013	2015
Nombre de sessions de formation	24	24	28	39	41
Nombre de partenaires étrangers	2	3	8	11	11
Principale(s) thématique(s)	Formation aux outils numériques (n = 18)	Formation aux outils numériques (n = 13)	– Débats et reportages politiques (n = 8) – Couverture des élections (n = 4) – Journalisme d’investigation (n = 3)	– Journalisme en temps de conflit (n = 5) – Médias et justice transitionnelle (n = 4)	– Journalisme de proximité et/ou associatif (n = 8) – Journalisme et décentralisation (n = 6) – Journalisme environnemental (n = 3)

Source: Archives du CAPJC, tableau réalisé par l’auteur.

L'activité du centre a sensiblement augmenté entre 2005 et 2015 : le nombre de sessions de formation par an a quasiment doublé. Cela s'explique par la signature de nouveaux partenariats entre le centre et des organisations étrangères arrivées en Tunisie entre 2011 et 2013. L'augmentation du nombre de partenaires s'est accompagnée d'une transformation du contenu des formations avec une rupture nette marquée en 2011. Avant cette date, la grande majorité des sessions de formation était concentrée sur des questions numériques, ce qui s'explique par le fort contrôle politique du régime de Ben Ali sur la profession, n'autorisant qu'un enseignement technique. Après le moment révolutionnaire, la formation du CAPJC est principalement orientée vers des objets politiques tels que les élections ou les débats. De 2011 à 2015, l'offre de formation se diversifie nettement et laisse entrevoir les principales caractéristiques du modèle professionnel promu par les bailleurs. Le rôle du journaliste est en phase avec le contexte de « transition démocratique » : il doit être capable de modérer les débats en période de conflit et de participer au processus de justice transitionnelle, « récit international de la réconciliation » promu par les organisations étrangères (Gobe, 2019). Il est censé accompagner la « réforme » de l'État tunisien par la couverture de la décentralisation, des questions environnementales et locales.

Des approches nationales variées

Cette analyse, qui donne l'impression d'un modèle homogène diffusé par les organisations internationales, ne doit pas nous faire oublier les différences entre les politiques nationales. Chaque structure de « développement médias » adopte une stratégie propre en fonction de son statut, de ses bailleurs de fonds, de ses priorités, de son histoire dans le pays d'intervention et de ses partenaires locaux. Pour mieux se rendre compte de la diversité des cas de figure, il est utile de comparer les cas de trois opérateurs actifs en Tunisie, ce qui nous permettra ensuite d'identifier les spécificités de l'approche française qui nous intéresse particulièrement.

Les organisations choisies se distinguent d'abord par leur statut : International Media Support (IMS) est une ONG danoise, la Deutsche Welle Akademie (DWA) est un département de la chaîne de TV publique allemande du même nom, enfin, la Fondation Friedrich Neumann (FFN) est une fondation politique allemande reliée au parti libéral démocrate. Ces nuances ont un impact très concret sur les dispositifs d'appui aux médias tunisiens puisque l'ONG IMS s'inscrit dans une dimension militante de soutien à la société civile, alors que la DWA a fait le choix de collaborer avec les institutions publiques tunisiennes et que la fondation FFN s'est

principalement tournée vers la formation au journalisme en promouvant « l'innovation ». Leur histoire en Tunisie détermine également leur stratégie actuelle, puisque certaines étaient présentes à l'époque de Ben Ali et d'autres ne sont arrivées qu'à partir de 2011. Par exemple, IMS jouit d'une bonne réputation auprès de la « société civile » après avoir soutenu les défenseurs des droits sous Ben Ali²⁵. Au contraire, la fondation FFN est parfois critiquée pour ne pas avoir dénoncé la censure de l'ancien régime, alors même qu'elle mène des activités dans le pays depuis 1964. Des organisations comme la DWA ou CFI ont, quant à elles, dû trouver leur place sur le « marché » tunisien après 2011 et faire face à des concurrents déjà bien installés. Dans un secteur saturé, chaque opérateur doit se spécialiser selon ses priorités et les possibilités offertes en Tunisie. Ainsi, la DWA fait de la décentralisation, principe politique phare du système allemand, une priorité stratégique en soutenant les radios associatives locales. L'ONG danoise entend avant tout accompagner les contre-pouvoirs que sont le syndicat des journalistes (SNJT) et les médias indépendants *Nawaat* et *Inkyfada*.

Tableau 2

Comparaison entre les stratégies des quatre structures européennes de « développement médias » en Tunisie

	Fondation Friedrich Naumann	International Media Support	Deutsche Welle Akademie	Canal France International
Statut	Fondation politique	ONG	Département de média public	Agence de développement
Bailleurs	Ministères allemands, Parti libéral démocrate	Ministères norvégien et danois des Affaires étrangères	Ministères allemands de la Coopération et des Affaires étrangères	MEAE, UE, AFD
Date arrivée à Tunis	1964	2004	2011	2011
Priorité	Innovation	Plaidoyer	Décentralisation	Jeunesse
Partenaires tunisiens	IPSI, CAPJC	SNJT, Inkyfada, Nawaat	Inkyfada, radios associatives	Inkyfada, CAPJC, TAP

²⁵ Entretien avec la responsable des projets au Maghreb à IMS, juin 2019.

Enfin, si la stratégie de CFI en Tunisie était d'abord orientée vers les médias publics (chaîne TV *Al Wataniya*, Agence Tunis Afrique Presse), elle se tourne ensuite vers la « jeunesse » en soutenant de nouveaux médias en ligne comme *Inkyfada*, *Barr-al-aman* ou le *Tunisie Bondy Blog*. Pour comprendre ce tournant dans la politique française, il faut désormais s'intéresser aux logiques de production de « l'aide » de CFI.

La politique extérieure française de soutien aux médias

Depuis le début des années 2010, le secteur français de « l'aide » aux médias est dominé par cette structure. Grâce à une subvention annuelle du ministère des Affaires étrangères, l'agence du Quai d'Orsay est dans une situation quasi monopolistique. Dans les années 1990 et 2000, des ONG françaises (Institut Panos, GRET) et des écoles de journalisme (ESJ Lille, CFPJ) ont pourtant mené des dispositifs de coopération avec des « médias du Sud », mais elles ne sont plus ou peu actives en 2021. Pour comprendre la spécificité de la politique française, il faut donc revenir sur l'histoire de cette structure, son positionnement entre différents univers professionnels et la sociologie de ses membres.

D'abord créé en 1989 comme une banque de programmes chargée de distribuer des images de la TV publique française à des chaînes étrangères partenaires, CFI s'est transformé au cours des années 2000 en une chaîne télé francophone particulièrement présente en Afrique. C'est à partir de 2005 que CFI devient une agence sous la tutelle du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) bénéficiant d'une subvention annuelle de l'aide publique au développement (APD) qui représente 80 % de son budget²⁶. L'organisation se situe donc à la croisée des espaces journalistique, diplomatique et de l'aide au développement. En tant que filiale du groupe France Médias Monde (FMM), CFI est directement lié à l'appareil de l'audiovisuel extérieur aux côtés de *RFI*, *France 24* et *Radio MCD*. Son conseil d'administration est composé de quelques cadres de FMM, et plusieurs de ses formateurs sont journalistes dans ces médias. Canal France International est aussi sous l'influence de l'Agence française de développement (AFD), l'un de ses principaux bailleurs aujourd'hui derrière le MEAE. L'AFD s'intéresse de plus en plus au secteur des médias et finance les

²⁶ La subvention annuelle du ministère s'est stabilisée autour de 7 millions d'euros depuis plusieurs années.

plus importants projets de CFI²⁷. Enfin, l'influence de l'Union européenne est croissante pour cette organisation qui cherche à diversifier ses financements et se tourne donc vers les grands projets européens notamment consacrés au « monde arabe ». À titre d'exemple en Tunisie, CFI a mené par deux fois des consortiums internationaux pour obtenir des projets européens d'appui aux médias d'une valeur de 10 millions d'euros. Si l'organisation est donc inscrite dans différentes relations d'interdépendance, l'allégeance la plus importante reste celle au MEAE.

CFI a été pensé dès sa création comme un outil diplomatique de la France pour exercer son influence à l'étranger. Initié par le ministère de la Coopération, l'opérateur passe ensuite sous la tutelle du Quai d'Orsay en 2009. En 2021, la direction générale de la mondialisation (DGM) du Quai d'Orsay donne les priorités stratégiques à son agence. L'équipe de cinq personnes du pôle « Médias et cinéma » installée dans les locaux du 15^e arrondissement de Paris du MEAE a pour tâche de coordonner la politique française de « coopération médias » à l'étranger. Elle donne les grandes orientations thématiques et géographiques des activités de CFI par un contrat d'objectifs renouvelé tous les trois ans. C'est elle qui propose le nom du directeur général de CFI, qui doit d'ailleurs être un diplomate du Quai, ce qui permet de préserver cette allégeance à la tutelle. Elle lui envoie une lettre d'objectifs chaque année afin de traduire la parole du président de la République en objectifs stratégiques pour CFI. Ainsi, les discours de Ouagadougou²⁸ et de la Sorbonne²⁹ du président Emmanuel Macron ont défini la stratégie de CFI ces dernières années, en mettant l'accent sur la zone géographique du Sahel et sur la thématique de la francophonie. Si le MEAE définit donc les grandes lignes stratégiques de l'action de CFI, la relation qui lie les deux structures reste très souple. Dans les faits, la stratégie de l'agence est définie quotidiennement par ses membres en parallèle des orientations du MEAE qui restent très vagues.

Les trajectoires sociales et professionnelles de ses membres sont de bons indicateurs pour comprendre comment l'action de CFI se construit au

²⁷ On pense ici aux projets « Qarib » au Moyen-Orient d'un budget de 10 millions d'euros et « Médias Sahel » de 8,3 millions d'euros.

²⁸ Discours d'Emmanuel Macron le 28 novembre 2017 à Ouagadougou. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/discours-demmanuel-macron-a-luniversite-de-ouagadougou>

²⁹ Discours d'Emmanuel Macron le 27 août 2018 à la Sorbonne. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/08/27/discours-du-president-de-la-republique-a-la-conference-des-ambassadeurs>

quotidien. L'espace de ces acteurs reflète l'ancrage de CFI dans différents univers et les logiques professionnelles variées – voire contradictoires – qui traversent son activité. Nous avons identifié trois trajectoires récurrentes des employés de l'agence en leur donnant une appellation. Les « baroudeurs » ont mené une carrière dans l'humanitaire et ont multiplié les expériences à l'étranger (notamment en Afrique). Ils se distinguent par leur bonne connaissance de l'ingénierie des projets de développement et leurs vastes réseaux dans les pays d'intervention. Les « experts techniques » sont diplômés de masters « coopération » et ont eu des expériences dans des ONG ou fondations internationales, ce qui leur a permis d'acquérir des compétences techniques très recherchées (réponse à appel à projets, constitution d'un cadre logique, montage d'un budget, rédaction des « termes de référence »). Enfin, les « diplomates des médias » sont d'anciens ambassadeurs ou attachés audiovisuels à l'étranger, réputés pour leur réseau d'officiels et leur aisance orale, connaissant les rouages de l'appareil diplomatique français et s'étant spécialisés dans le secteur médiatique.

Loin d'être un bloc homogène, « l'aide » internationale aux médias apparaît donc comme un espace traversé par des logiques de concurrence, des rapports de force, des visions différentes de ce que devrait être le journalisme. Le cas de CFI révèle la diversité des influences : une agence du Quai d'Orsay, dépendante de l'AFD et de l'UE, rattachée à un groupe de médias. La politique française de soutien aux médias évolue donc au fil des trajectoires professionnelles de ses agents, tout en ayant un effet sur ces dernières. Cette nécessaire prise en compte de la coproduction de l'aide nous permet d'en analyser les effets sur la profession journalistique du pays d'intervention.

Effets de l'aide et appropriation par les journalistes

Analyser les effets des dispositifs internationaux sur la profession journalistique suppose de mettre à distance deux hypothèses qui fondent un certain nombre de travaux sur les politiques de développement (Nay, 2010) : se défaire de l'idée selon laquelle l'appui étranger exercerait une influence directe sur les organisations locales au point où ces dernières adopteraient totalement les codes extérieurs et perdraient ainsi toute autonomie ; à l'inverse, réfuter l'hypothèse affirmant que les acteurs nationaux seraient libres de toutes contraintes, capables de s'opposer à l'influence des bailleurs quand elles le jugent légitime. Notre démarche

s'inscrit plutôt dans la continuité des travaux qui portent une attention particulière aux effets du développement sur les pratiques, les discours ou les trajectoires biographiques (Parizet, 2015) en se concentrant sur des acteurs intermédiaires qui permettent de nuancer l'opposition entre « Nord » et « Sud ». Tout d'abord, il s'agit d'analyser la manière dont l'aide étrangère contribue à transformer les pratiques journalistiques, la conception du métier et la sociologie des membres du journal *Inkyfada*. Ensuite, nous mettrons en lumière les stratégies de ré-appropriation adoptées par les journalistes qui soulignent leur marge de manœuvre et font d'eux des coproducteurs de l'aide plutôt que des « bénéficiaires ».

Écarter les journalistes des activités éditoriales

Force est de constater que les instruments de « développement médias » contribuent paradoxalement à éloigner les journalistes du travail éditorial censé représenter leur principale activité. Ce constat repose sur un travail empirique réalisé auprès du journal tunisien *Inkyfada* en observant les activités quotidiennes de ses membres (reportages de terrain, ateliers de formation, suivis de projet) et en analysant leur trajectoire biographique. L'analyse de la répartition des activités au sein du média montre la part importante des tâches non éditoriales qui relèvent plus de la gestion, de la communication ou de l'évaluation que du journalisme. Elle montre également que la division du travail se base sur une nette rupture dans la sociologie des membres.

L'insertion de *Inkyfada* dans le champ de l'aide internationale fait que le journal vit au rythme des « projets ». Les journalistes adoptent les codes linguistiques propres au secteur du développement et réalisent les tâches caractéristiques de l'ingénierie des dispositifs internationaux. Les membres du média doivent d'abord assurer une activité de veille afin d'identifier les potentielles sources de financement, écrire des *proposals* (documents de présentation) en réponse aux appels à projets des bailleurs, monter des budgets et des programmes d'activité pluriannuels, réaliser des audits ou des évaluations pour identifier les « besoins » auxquels répondre. Une fois que le partenariat avec un bailleur étranger est signé, la charge administrative est toujours aussi conséquente pour les journalistes qui doivent faire des rapports réguliers (*reporting*) de leurs activités, évaluer leur impact et justifier des « résultats mesurables » aux bailleurs, faire preuve d'« innovation » pour proposer de nouvelles activités. Considéré comme un partenaire tunisien de référence par de nombreux bailleurs

étrangers, *Inkyfada* est devenu une sorte d'opérateur local auquel on délègue des tâches qui ne sont en général pas attribuées à un média spécifique. Ainsi, les membres sont amenés à organiser et mener des formations, à sélectionner des journalistes « bénéficiaires » pour des projets de développement, à structurer des réseaux de professionnels. Ils sont également encouragés à présenter le modèle du journal à l'étranger lors de conférences internationales, à conseiller des opérateurs sur leur stratégie, voire à rédiger avec eux de nouveaux projets.

Afin de gérer cette charge de travail et de ne pas détourner les journalistes de leur mission, la direction a opté pour une division des tâches entre l'équipe éditoriale d'*Inkyfada* et une équipe dédiée à la gestion de projet et rattachée à l'association *Al-Khatt*. L'observation des pratiques quotidiennes des journalistes révèle pourtant qu'ils sont aussi amenés à réaliser des activités non éditoriales que les quatre membres de l'association ne peuvent pas gérer. À ce titre est instructif le témoignage d'une ancienne membre de la rédaction chargée de réaliser une étude pour un projet avec une ONG sur la propriété des médias en Tunisie.

« Au moment où la personne de l'équipe chargée de ce projet est partie, j'ai proposé mon aide parce que j'aime apprendre de nouvelles choses et je voulais me sentir utile. Au début, c'était juste ponctuellement, puis j'ai pris une place de plus en plus importante dans le projet (...). Pendant plusieurs mois, j'ai passé la plupart de mon temps sur ce dossier : j'étais chargée du tri des informations, des entretiens, de la mise en page sur le site, du montage du budget (...). Mais, en même temps, je devais continuer à produire des articles. »

Bien conscients du risque que représente cette charge de travail sur l'équipe de rédaction, les membres de la direction tentent de délimiter la frontière entre le journal et l'association, la production d'articles et la gestion de projets. Ils ne cherchent plus à recruter des profils « multi-casquettes³⁰ » capables d'assurer toutes ces tâches, mais plutôt de distinguer les compétences du « bon journaliste » et celles du « bon gestionnaire de projet ». C'est ce qui explique la distinction claire entre deux groupes d'individus aux propriétés sociales et linguistiques différentes.

Au sein de l'équipe de rédaction d'*Inkyfada* sont valorisés les profils qui « savent écrire³¹ » et particulièrement en langue française. On attend des nouvelles recrues qu'elles maîtrisent les codes de l'écriture d'un article

³⁰ Entretien avec un responsable du journal, Tunis, mai 2019.

³¹ *ibid.*

de presse, qu'elles possèdent les « réflexes » du journaliste. Cela se traduit concrètement par la sélection de jeunes diplômé.e.s d'universités et d'écoles de journalisme en France dont la formation est particulièrement valorisée par la direction du journal, au contraire de l'enseignement dispensé à l'Institut de presse et des sciences de l'information (IPSI) de Tunis³². Les recrues de la rédaction se distinguent donc par leur capital scolaire élevé, elles sont majoritairement titulaires d'un master 2 en école de journalisme, de sciences humaines ou de science politique. Si elles ne sont qu'au début de leur expérience professionnelle, elles ont réalisé des stages dans des structures médiatiques de renom en France (*Le Monde diplomatique*, l'émission de France Télévisions « Cash Investigation », *La Croix*, *Society*) ou à l'étranger (*L'Orient-Le Jour* au Liban). Les études supérieures en France ainsi que les expériences dans des médias de référence leur permettent d'afficher une maîtrise des codes du métier et de la langue particulièrement recherchée par le journal. Les trajectoires biographiques des journalistes se distinguent par une forte mobilité internationale plutôt que par des réseaux tunisiens. Parmi les plus récentes recrues, l'une est fille d'expatriés et a grandi en Palestine, les deux autres ont fait leur année à l'étranger au Canada et aux États-Unis. La plupart des membres de la rédaction n'avaient pas ou peu vécu en Tunisie avant leur expérience à *Inkyfada* et conservaient un lien ponctuel avec le pays. Seulement trois membres de la rédaction ont grandi et réalisé leurs études en Tunisie.

La question de l'ancrage local est donc cruciale pour ce journal qui se voit souvent attribuer l'image d'une rédaction trop francophone ou détachée des réalités tunisiennes. La direction fait donc le choix de privilégier les profils de Franco-tunisiennes, qui maîtrisent les deux langues et disposent de certains réseaux familiaux dans le pays sur lesquels elles peuvent s'appuyer. Pour autant, les journalistes se posent fréquemment la question de leur légitimité à produire de l'information sur un pays qu'elles connaissent assez peu. L'une d'elles se demandait en entretien : « Qui suis-je en tant que Française qui vient d'arriver pour décrypter le cinéma tunisien ou parler des violences faites aux femmes dans le pays ? » Au-delà du décalage géographique dû aux trajectoires sociales de journalistes formés en France se pose aussi la question du décalage social d'une rédaction qui forme une certaine élite. En effet, l'équipe est composée de Franco-tunisiens qui, bien qu'issus de milieux sociaux variés en France, disposent d'un capital économique important en Tunisie et de journalistes tunisiens souvent issus

³² Un seul journaliste sur les neuf qui composent la rédaction a été formé à l'IPSI.

de la classe moyenne, voire supérieure, ayant grandi dans la capitale. Au quotidien, ce groupe fréquente surtout les fractions dominantes de l'espace tunisois et des expatriés étrangers installés à Tunis. L'inscription dans cet environnement social privilégié peut avoir un effet sur la production du média, comme le remarque une journaliste.

« Je crois que la spécificité d'*Inkyfada*, c'est d'être inséré dans un environnement fait d'associations, d'ONG internationales, de centres de recherche, d'ambassades; on fréquente une certaine élite internationale que ne fréquente pas forcément un journaliste d'un autre média (...); ma manière d'aborder les sujets est sûrement en partie déterminée par cet entourage, par ces réseaux interpersonnels de chercheurs, de militants, ce sont des sources de sujets, d'informations, de réflexions. »

La sociologie des membres de l'association chargée des activités non éditoriales est sensiblement différente. Le groupe est composé uniquement de Tunisiens ayant grandi dans le pays et maîtrisant parfaitement l'arabe et le français. Ils sont soit diplômés d'une formation en journalisme de l'IPSI ou journalistes de profession, après des expériences dans des médias locaux (notamment à la radio). Leur parcours universitaire n'est pas autant valorisé que celui des premiers et semble en décalage avec leur activité actuelle; l'une est diplômée d'une école de finances tandis qu'un autre a fait des études d'infirmier. Ce sont plutôt leurs réseaux locaux, notamment dans le milieu journalistique, et leurs connaissances des problématiques politiques nationales qui fondent leur légitimité. Ainsi, l'un des membres de l'association est le seul du journal à être encarté au Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), et il se montre particulièrement actif dans les mobilisations de la profession contrairement à l'équipe de rédaction qui collabore très peu avec des médias tunisiens. Chargé de coordonner un projet de formation des jeunes des régions tunisiennes, son activité proprement journalistique est limitée. Parce qu'il connaît les rouages des institutions publiques tunisiennes (par son expérience avec le ministère de l'Éducation, partenaire du projet évoqué au-dessus) et qu'il maîtrise parfaitement le dialecte tunisien, il est responsable des procédures de demande d'accès à l'information auprès des ministères et de l'Instance nationale d'accès à l'information (INA)³³. Il lui arrive également d'accompagner les journalistes de la rédaction dans leurs enquêtes. En

³³ L'INA est l'Instance nationale d'accès à l'information. Instance indépendante créée en 2016, elle est censée garantir l'exercice du droit constitutionnel de l'accès à l'information pour tout citoyen.

reportage dans sa ville d'origine, il met ses contacts locaux au service de la journaliste chargée de rédiger un article. Ainsi, s'il joue le rôle de fixeur, de photographe ou d'interlocuteur avec les institutions, il est très rarement l'auteur principal d'une enquête. Une journaliste de la rédaction reconnaît pourtant que, « c'est un profil rare, il est bien inséré dans les régions, arrive à se mettre à la place des gens, il comprend leurs problèmes, il faut valoriser ses compétences ». Même s'ils sont journalistes de formation ou de métier, ils sont chargés de la coordination des projets de l'association et de la relation avec les bailleurs de fonds. Ce rôle les amène parfois à représenter le journal ou faire des formations à l'étranger, les bailleurs permettant alors une mobilité internationale difficile à obtenir pour des Tunisiens.

Les tâches non éditoriales liées à l'aide internationale font donc l'objet d'une répartition en interne, ce qui entraîne *de facto* une rupture entre deux groupes socialement distincts. D'un côté, la production écrite est réservée à des profils au capital scolaire élevé, généralement formés en France, maîtrisant les codes de la profession mais peu ancrés localement. De l'autre, la gestion des projets est réalisée par des jeunes formés en Tunisie, disposant d'un « savoir local » (Allal, 2010) leur permettant d'articuler les préoccupations des bailleurs étrangers aux besoins nationaux.

Autonomie et stratégies de réappropriation

Les relations qui lient *Inkyfada* à l'univers du développement pourraient laisser penser que le journal en ligne contribue à reproduire un « modèle » journalistique défini à l'étranger et donc à uniformiser les pratiques professionnelles selon ces normes. Pourtant, les entretiens avec les journalistes ainsi que l'observation de leur travail quotidien montrent qu'ils réorientent l'appui étranger selon leurs intérêts. Ils négocient leur autonomie au quotidien au contact des bailleurs de fonds, à la fois sur leur modèle économique, leur ligne éditoriale et les projets de développement qu'ils mènent.

En effet, l'autonomie d'un média comme *Inkyfada* réside d'abord dans sa capacité à « choisir » ses partenaires étrangers et à influencer sur les modalités de la collaboration pour éviter un détournement de son identité. Le modèle économique du journal repose sur un nombre restreint de bailleurs de fonds considérés comme des « partenaires de confiance » par la direction. Le dispositif français a d'abord occupé une place primordiale dans le lancement du média puisque l'ambassade de France en Tunisie a été le premier acteur étranger à soutenir le journal par une subvention de 20 000 euros en 2014.

Cette somme d'argent, octroyée par l'attachée audiovisuelle de l'époque, a permis aux journalistes de louer les premiers locaux, d'acheter du matériel et de lancer le site internet. La France a ensuite réitéré son soutien à *Inkyfada* par l'action de son opérateur CFI. En charge du programme EBTICAR³⁴, financé par l'Union européenne et orienté vers les « médias numériques innovants dans le monde arabe », CFI a attribué une subvention de 80 000 euros à *Inkyfada* entre 2014 et 2017.

Afin de protéger la structure d'une orientation imposée par un partenaire étranger, les dirigeants du journal ont aussi décidé de privilégier les financements « structurels » aux financements dits « par projet ». Les premiers fournissent des fonds nécessaires au fonctionnement de la structure indépendamment de tout projet, alors que les seconds permettent le financement d'un « projet » autour de certaines activités précises qui doivent être réalisées. En 2018, 40 % des revenus proviennent des financements structurels de deux bailleurs : l'ONG danoise International Media Support et la fondation américaine Open Society Foundation³⁵. Un responsable du journal en ligne explique les avantages de ce mode de revenu.

« On a imposé aux organisations internationales l'idée que nous n'étions pas un prestataire *lambda*, mais un vrai partenaire, et donc qu'il fallait financer la structure et les services qu'il propose plutôt que certains projets (...); c'est un modèle plus efficace, qui permet de gagner du temps en faisant moins de *proposals* (propositions de projets), de bilans financiers ou d'audits. »

Mais l'autonomie d'*Inkyfada* à l'égard de l'aide internationale se réalise surtout par la place de plus en plus importante que prennent les sources alternatives de revenus. Le reste des recettes est généré par deux activités principales : les activités de formation et de conseil, ainsi que l'offre de services informatiques. Le média a développé une expertise interne et loue une partie de ses locaux pour des formations, ce qui lui permet de générer 37 % de ses revenus. Enfin, plus de 20 % des recettes du journal sont issues de son laboratoire de recherche et de développement appelé « InkyLab ». Les développeurs et graphistes conçoivent et vendent des produits (vidéos, infographies, cartes interactives, logiciels), proposent des services (création

³⁴ Le nom du programme « EBTICAR » renvoie à l'acronyme « *E-Booster for Technical and Innovative Contents in the Arab Region* » et signifie « innovation » en arabe. C'est un programme de 2,3 millions d'euros financé par l'Union européenne et mis en œuvre par CFI entre 2014 et 2016.

³⁵ Document de présentation de l'association destiné aux bailleurs de fonds.

de sites web) à des ONG ou d'autres médias³⁶. Grâce à ces activités, la part du revenu issue des financements structurels de bailleurs étrangers est passée de 60 % à 40 % entre 2016 et 2018³⁷.

Le degré d'autonomie du journal se mesure également à sa ligne éditoriale. Les témoignages des journalistes vont tous dans le sens d'une totale liberté dans le choix des sujets traités, et aucune forme de censure ou d'imposition par les bailleurs n'a été reportée. En effet, il n'est pas dans l'intérêt de ces structures, qui soutiennent « l'indépendance » et la « liberté » de ces médias, de leur dicter leur ligne éditoriale. Preuve de la liberté de ton du média, plusieurs articles se montrent critiques à l'égard de l'Union européenne ou des autorités politiques françaises, pourtant bailleurs indirects. En novembre 2020, un article pointe du doigt le silence de l'ambassade française en Tunisie (Mzalouat, 2020) face aux demandes de l'Instance Vérité et Dignité (IVD) concernant les réparations aux victimes de la bataille de Bizerte de 1961³⁸ et provoque des réactions de l'ambassade. Quelques mois plus tôt, un responsable du journal critique publiquement son partenaire CFI pour avoir provoqué l'arrestation d'un journaliste béninois³⁹.

Enfin, l'autonomie du journal se construit sur les stratégies de réappropriation de l'aide étrangère mises en place par les membres du média. Contrairement à leurs interlocuteurs internationaux qui gèrent plusieurs programmes en même temps, les membres d'*Inkyfada* sont investis quotidiennement sur les quelques projets de développement. Ce décalage d'investissement entre les acteurs locaux et les acteurs internationaux (De Sardan, 1995) donne aux premiers un avantage puisqu'ils font des petits choix quotidiens qui orientent les activités d'une certaine manière, face à l'absence récurrente du bailleur. Tout en veillant à « cocher les cases » des financeurs en respectant leurs objectifs stratégiques, ils sont largement maîtres de la mise en œuvre des activités. Dans le cas d'un programme de formation de jeunes des régions tunisiennes au journalisme, les membres

³⁶ Document de présentation de l'association destiné aux bailleurs de fonds.

³⁷ Les chiffres ont été fournis par les responsables du journal et sont mis en avant dans différents documents de présentation.

³⁸ Conflit diplomatique entre la France et la Tunisie après l'indépendance du pays, qui se transforme en bataille militaire avec le bombardement français d'une partie de la ville de Bizerte, tuant de nombreux civils.

³⁹ Le journaliste a été arrêté et emprisonné après avoir participé à une conférence organisée par CFI au Bénin. Au cours de l'événement, le journaliste a critiqué le procureur général sans recevoir le soutien de CFI, qui a condamné ses propos.

de l'association décident à la fois des thématiques sur lesquelles ils veulent travailler, des exercices à mettre en place, de leurs partenaires ou encore de la forme du produit final. Mis à part le travail de *reporting* qu'ils doivent faire auprès du bailleur tous les trois mois, ils restent largement libres dans leurs activités quotidiennes à partir du budget délivré. Le témoignage de l'une des coordinatrices du projet est révélateur des marges de manœuvre dont disposent les membres de l'association :

« Notre partenaire étranger n'est tellement pas présent dans nos activités quotidiennes que je me dis souvent qu'il faudrait lui montrer ce qu'on fait concrètement, donc j'insiste pour que l'on ajoute des sous-titres aux vidéos produites en arabe par les jeunes, pour qu'il voie ce qu'on fait. »

Loin de se voir imposer des thématiques ou des manières de faire, les chargés de projet de l'association définissent leur propre cadre d'action et se montrent parfois critiques à l'égard des bailleurs. Dotés d'une connaissance du contexte tunisien que l'interlocuteur étranger n'a généralement pas, ils se sentent suffisamment à l'aise pour lui signifier que certains objectifs semblent en décalage avec les besoins locaux. Le témoignage de l'une d'entre elles révèle justement la marge de négociation qu'ont ces acteurs locaux à l'égard des financeurs.

« Il y a juste une fois où il (l'interlocuteur employé du bailleur) a proposé une thématique, en nous disant que l'on pourrait faire des vidéos avec les jeunes des régions sur les migrations, pour savoir ce qu'ils en pensent (...) je lui ai bien fait comprendre que si on faisait des vidéos sur cette thématique, ça n'allait pas du tout plaire à l'UE, à la Tunisie, à personne (...); on ne va pas faire des vidéos de *success story* (histoire de succès) de migrants qui réussissent en France, c'est horrible de faire ça (...); si on parle de migration, alors il faut dire que les gens n'ont plus rien à perdre, s'ils prennent la mer c'est parce qu'on ne les laisse pas partir légalement (...). Il a compris et n'a pas insisté. »

Ce chapitre avait donc pour objectif d'analyser la fabrique d'un soutien extérieur et ses effets sur la profession journalistique en Tunisie. À partir du cas de l'agence française de « développement médias », nous avons réfuté l'idée d'une aide étrangère qui serait homogène en soulignant les spécificités nationales et les nombreuses relations d'interdépendance dans lesquelles s'inscrivent ces organisations. Dans le cas particulier du système français de soutien aux médias, CFI apparaît comme un instrument diplomatique inséré dans l'appareil de l'audiovisuel extérieur dont le but est de promouvoir l'expertise et les « valeurs » françaises à l'étranger. Pour autant, en étudiant le cas d'un journal tunisien considéré

comme une référence professionnelle pour les acteurs étrangers, force est de constater qu'il n'y avait pas d'imposition mécanique d'un modèle de journalisme ou d'une certaine ligne éditoriale. L'enquête montre plutôt des effets plus subtils que peuvent avoir ces dispositifs internationaux à la fois sur la sociologie des membres, la division du travail et les pratiques professionnelles. Elle révèle également le poids des acteurs intermédiaires dans ces dispositifs de développement qui s'approprient des normes extérieures et les orientent par leur travail quotidien. Ce dernier postulat reste cependant à nuancer pour le reste de l'univers journalistique tunisien, puisque le journal *Inkyfada* est dans une position dominante dans l'espace de l'aide aux médias et possède les ressources nécessaires pour négocier avec ses interlocuteurs étrangers. Pour résumer, les acteurs étrangers et extérieurs au champ journalistique tunisien participent activement au processus de reconfiguration de l'espace médiatique en Tunisie. En promouvant certaines pratiques et normes professionnelles, ils contribuent à redéfinir les frontières du métier. En analysant les transformations d'un média « bénéficiaire » de l'aide, cette contribution aux travaux de sociologie politique sur le développement pourrait servir de point de comparaison avec d'autres objets des politiques de développement.

Bibliographie

- ALI ELHAOU Mohamed, « Le travail journalistique à l'heure de la rhétorique de la "bonne gouvernance des médias" », *Communication*, vol. 35, n° 2, 2018. DOI : <https://doi.org/10.4000/communication.8654>
- ALLAL Amin, « Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des policy transfers à portée limitée », *Critique internationale*, n° 48, 2010. DOI : <https://doi.org/10.3917/crii.048.0097>
- ATLANI-DUAULT Laëtitia, *Au bonheur des autres : anthropologie de l'aide humanitaire*, Paris, Armand Colin, 2009.
- BENAZIZ Bachir, « Le journal *Al-Dustour/Al-Tahrir* : apogée et déclin d'un journal privé », *Revue Tiers Monde*, n° 222, 2015. DOI : <https://doi.org/10.3917/rtm.222.0031>
- BENAZIZ Bachir, « Récit journalistique et action collective dans l'Égypte des années 2000 », *Égypte/Monde arabe*, n° 12, 2015. DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3410>
- BEN MAMI Amine, GOBE Eric, « A new offer of commitment and work for qualified youth? Democratic monitoring associations in post-Ben Ali

- Tunisia », *The Journal of North African Studies*, vol. 26, 2021. DOI: <https://doi.org/10.1080/13629387.2019.1665287>
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia, FILLIEULE Olivier, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, 2012. DOI: <https://doi.org/10.3917/rfsp.625.767>
- BENSON Rodney, « Le journalisme à but non lucratif aux États-Unis : un secteur sous la double contrainte de la « viabilité » et de « l'impact », *Savoir/Agir*, n° 46, 2018. DOI: <https://doi.org/10.3917/sava.046.0089>
- BUNCE Mel, SCOTT Martin, WRIGHT Kate, « Foundation funding and the boundaries of journalism », *Journalism Studies*, n° 20, 2019. DOI: <https://doi.org/10.1080/1461670X.2018.1556321>
- CAMAU Michel, *L'exception tunisienne : variations sur un mythe*, Paris, Karthala-IRMC, 2018.
- CHAMPAGNE Patrick, « La double dépendance : quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès*, n°s 17-18, 1995. http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/15218/HERMES_1995_17-18_215.pdf
- CHOUIKHA Larbi, *Des séquelles de l'étatisation aux aléas de la transition. La difficile transformation des médias. Des années de l'indépendance à la veille des élections de 2014*, Tunis, Editions Finzi, 2015.
- FERRON Benjamin, « Giving voice to the voiceless? The ambivalent institutionalization of 'minorities' alternative media in Mexico and Israel/Palestine », dans *Mediating cultural diversity in a globalized public space*, sous la dir. de I. Rigoni et E. Saïtta, Palgrave, 2012.
- GOBE Éric, *Justice et réconciliation dans le Maghreb post-révoltes arabes*, Tunis-Paris, IRMC-Karthala, 2020.
- HIBOU Béatrice, « Les marges de manœuvre d'un bon élève économique : la Tunisie de Ben Ali », *Etudes du CERI*, n° 60, 1999. <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/les-marges-de-manoeuvre-dun-bon-eleve-economique-la-tunisie-de-ben-ali>
- HMED Choukri, « Au-delà de l'exception tunisienne : les failles et les risques du processus révolutionnaire », *Pouvoirs*, n° 156, 2016. DOI: <https://doi.org/10.3917/pouv.156.0137>
- JUHEM Philippe, « La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires », *Mots*, 2001, vol. 65, n° 1. DOI: <https://doi.org/10.3406/mots.2001.2484>

- KLAUS Enrique, « La restauration autoritaire au prisme des instruments de propagande : le cas de l'agence Tunis Afrique Presse (TAP) », *Politique africaine*, n° 146, 2017. DOI : <https://doi.org/10.3917/polaf.146.0049>
- KLAUS Enrique, « La polémique du « Livre noir des journalistes » : la justice transitionnelle tunisienne à l'épreuve de la polysémie démocratique », dans *Justice et réconciliation dans le Maghreb post-révoltes arabes*, sous la dir. de E. Gobe, Paris, Karthala, 2019.
- KLAUS Enrique, KOCH Olivier, « Les presses privées post-2011 en Tunisie : mutation économiques et politiques », *Questions de communication*, n° 32, 2017. DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11547>
- KLAUS Enrique, KOCH Olivier (dir.), *Médias et recompositions politiques dans la Tunisie post-Ben Ali*, Paris, IRMC-Karthala, 2020.
- KOCH Olivier, « Les médias dans les transitions démocratiques : état des lieux et prospective », *Questions de communication*, n° 28, 2015. DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10108>
- KOCH Olivier, « La (re-)professionnalisation du journalisme tunisien dans la période transitionnelle : le rôle des acteurs extranationaux », dans *La Circulation des productions culturelles : cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, sous la dir. de D. Marchetti, Istanbul-Rabat, Éditions du Centre-Jacques Berque, 2017. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cjb.1219>
- LECOMTE Romain, « Expression politique et activisme en ligne en contexte autoritaire : une analyse du cas tunisien », *Réseaux*, n° 181, 2013. DOI : <https://doi.org/10.3917/res.181.0051>
- LUGO-OCANDO Jairo, « A mouthpiece for truth: Foreign Aid for Media Development and the making of journalism in the Global South », *Brazilian journalism research*, n° 14, 2018.
- MARCHETTI Dominique, « Les révélations du "journalisme d'investigation" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°s 131-132, 2000. DOI : <https://doi.org/10.3406/arss.2000.2663>
- MATELART Tristan, « De la nécessité d'interroger le rôle que jouent les (nouveaux) médias dans les transitions », in *Médias et recompositions politiques dans la Tunisie post-Ben Ali*, sous la dir. d'E. Klaus et O. Koch, Paris, IRMC-Karthala, 2020. https://www.researchgate.net/publication/348559218_De_la_necessite_d%27interroger_le_role_que_jouent_les_nouveaux_medias_dans_les_transitions

NOLLET Jérémie, SCHOTTÉ Manuel, « Journalisme et dépolitisation », *Savoir/Agir*, n° 28, 2014. DOI : <https://doi.org/10.3917/sava.028.0009>

NAY Olivier, « Chapitre 5 / Les politiques de développement », dans *Politiques publiques 2. Changer la société*, sous la dir. de O. Borraz, Presses de Sciences Po, 2010. DOI : <https://doi.org/10.3917/scpo.borra.2010.01.0139>

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995.

PARIZET Raphaëlle, *Les Paradoxes du développement : sociologie politique des dispositifs de normalisation des populations indiennes au Mexique*, Paris, Dalloz, 2015.

SCOTT Martin, *Media and Development*, London, Development Matters, 2014.

Sources électroniques

BAHLOUL Nizar, « Inkyfada dans la tourmente des Panama Papers », *Businessnews*, 5 avril 2016. <https://www.businessnews.com.tn/inkyfada-dans-la-tourmente-des-panama-papers,519,63622,3>

BEN HAMADI Monia, « À qui profite le contenu des pages Facebook tunisiennes liées à Israël ? », *Inkyfada*, 3 juin 2019. <https://inkyfada.com/fr/2019/06/03/tunisie-facebook-israel/>

FOROUDI Layli, « The Tunisian Journalists who built a business model that frees them to investigate », *GJJN*, 20 mai 2020. <https://gijn.org/2020/05/20/the-tunisian-journalists-who-built-a-business-model-that-frees-them-to-investigate/>

INKYFADA, « Signal d'alarme », 15 février 2019. <https://inkyfada.com/fr/webdoc/signal-dalarme/>

LAC Hortense, « Autour du groupe chimique de Gabès, une population sacrifiée », *Inkyfada*, 12 novembre 2019. <https://inkyfada.com/fr/2019/11/12/pollution-gabes-lutte-gct/>

MZALOUAT Haïfa, « Bizerte : au-delà du dernier soldat français évacué, une bataille oubliée », *Inkyfada*, 15 octobre 2020. <https://inkyfada.com/fr/2020/10/15/bataille-bizerte-france-tunisie/>

SBOUAI Sana, KHADRAOUI Malek, « SwissLeaks : que révèlent les listings tunisiens ? », *Inkyfada*, 8 février 2015. <https://inkyfada.com/fr/2015/02/08/swissleaks-listings-tunisie-hsbc-fraude/>

SBOUAI Sana, KHADRAOUI Malek, « Panama Papers, plongée dans le monde de la finance offshore », *Inkyfada*, 3 avril 2016. <https://inkyfada.com/>

fr/2016/04/03/panamapapers-panama-mossack-fonseca-offshore-bank-icij-tunisie/

WEBMANAGERCENTER, « Liste des journaux électroniques reconnus par la Fédération tunisienne des directeurs de journaux », *webmanagercenter.com*, 16 avril 2020. <https://www.webmanagercenter.com/2020/04/16/448397/liste-des-journaux-electroniques-reconnus-par-la-federation-tunisienne-des-directeurs-de-journaux/>

ZBISS Hanene, KHADRAOUI Malek, « Infections nosocomiales : un danger de santé publique mal maîtrisé », *Inkyfada*, 25 juin 2019. <https://inkyfada.com/fr/2019/06/25/infections-nosocomiales-un-danger-de-sante-public-mal-maitrise/>